

# Le Groupe



**Un projet de Romain Champalaune**

-

**Soutien à la photographie documentaire**

**contemporaine du CNAP**

-

**Compte-rendu**

**2020**

# Synopsis

Les matières premières sont à la base de notre économie de marché, son moteur. Glencore est le plus important groupe de négoce de matières premières dans le monde, impliqué dans la production et le commerce de quatre-vingt-dix denrées dans plus de cinquante pays. Pourtant, qui connaît Glencore ? Son anonymat contraste avec son poids économique et son influence sur nos vies. Je veux dresser un portrait de cet acteur du négoce – représentatif d'un certain nombre de dérives – en évoquant son fonctionnement et son impact dans les pays où il officie.

# Qu'est-ce que le négoce ?

Le négoce consiste à acheter et à revendre des matières premières à travers le monde. Les ressources sont extraites principalement pour des consommateurs en dehors du pays d'extraction.

La plupart des grands acteurs du négoce sont basés en Suisse, à Genève, comme ADM, Bunge, Cargill, et Dreyfus, qui pèsent à eux quatre 80% du commerce agricole mondial. Des immenses conglomérats qui intègrent l'ensemble de la filière des matières premières, devenus au fil du temps des producteurs, des industriels et des financiers. Le poids politico-économique de ces sociétés est très important puisqu'ils sont à la fois acteurs des marchés physiques et financiers. Une position hégémonique qui favorise la spéculation, qui leur permet d'influer sur les cours de telle ou telle matière – en retenant les stocks dans leurs entrepôts par exemple. Dans le contexte actuel du cycle bas du cours des matières, c'est sur la volatilité des prix qu'ils engrangent des profits.

# Qui est Glencore ?

À l'écart de Genève, dans le petit canton de Zoug, est établi le siège de Glencore. La dixième plus grande entreprise au monde selon le classement Fortune en 2014 avec \$221 milliards de chiffre d'affaire (le même que celui d'Apple à l'époque). Même si l'entreprise est aujourd'hui un peu moins flamboyante par la baisse des cours des matières (\$205 milliards de chiffre d'affaire en 2017), elle reste un incroyable poids lourd de l'économie mondiale.

Pourtant qui connaît le nom de Glencore ? Les clients de cette société maniaque de la discrétion ne se composent que de grands groupes consommateurs de biens intermédiaires, comme l'entreprise de sidérurgie Arcelor-Mittal, le fabricant de l'industrie électronique Sony ou d'autres producteurs de matières premières (BP, Shell) mais pas de consommateurs de produits finis, ni de magasins.

Pétrole, gaz, charbon, aluminium, bauxite, fer, nickel, zinc, cuivre, céréales, graisses végétales, riz, sucre, coton. En tout Glencore et ses filiales sont impliquées dans plus de quatre-vingt-dix denrées. Non pas seulement dans leur achat et leur vente, mais dans leur production, leur extraction, leur raffinage, leur transport. Glencore se démarque des autres négociants par ce modèle d'intégration vertical unique. Avec cette diversification, Glencore touche virtuellement toutes les facettes de nos vies hyper-connectées. Chargez votre téléphone, allumez votre ordinateur, conduisez votre voiture, prenez le train, prenez un vol, mangez un bol de céréales, ou buvez du café sucré – il y a de fortes chances que Glencore soit impliqué dans chacun de nos gestes. Glencore fait partie de nos vies sans que nous le sachions.

En 2010, un dixième de l'aluminium vendu dans le monde provenait de l'entreprise. Pour le zinc c'est 60% de la production mondiale qui transite par ses canaux commerciaux. Glencore produit 36% du cuivre de la planète et c'est le plus gros exportateur de charbon. D'après les estimations du quotidien allemand *Die Zeit*, aucune organisation au monde, pas même l'armée américaine ou Walmart, ne transporte un volume de marchandises comparable à celui de Glencore. Sa flotte de 700 bateaux dépasse celle de la Marine américaine. En 2011, la multinationale fait son entrée à la bourse de Londres, de Hong-Kong et de Johannesburg. Avec une capitalisation boursière estimée à £36 milliards, il s'agit de la plus importante jamais enregistrée à la *City*. En 2013, Glencore et le géant minier Xstrata fusionnent après un bras de fer de plusieurs années. Aujourd'hui la plus grande société de négoce est aussi devenue un mastodonte minier.

## Paradis Fiscaux

La vaste toile d'araignée tissée par la multinationale est un étroit maillage de filiales entremêlées, des Bermudes jusqu'en Suisse, en passant par le Luxembourg et les Pays-Bas. Un archipel gravitant autour d'une entreprise centrale établie sur le sol helvétique, Glencore International SA,

elle-même chapeauté par une société « boîte aux lettres » sur l'île de Jersey. C'est avec cette configuration que Glencore étend ses marges grâce au *transfer-pricing* (les transactions entre filiales d'une même entité) où l'argent perçu est finalement retenu dans les paradis fiscaux. Dans le cadre de l'enquête des Paradise Papers, l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ) a mis la main sur de nombreux documents de la firme légale Appleby basée aux Bermudes, dont un mail où un employé de Glencore indique que le groupe n'a pas de tableau complet de toutes ses filiales offshore « principalement parce qu'il faudrait tout un pan de mur... »<sup>1</sup>

## **Les Traders**

Les *traders* créent la richesse. Dans le cas de Glencore certains observateurs parlent de « délinquants en col blanc » qui n'ont que faire des réglementations internationales tant que les profits sont au rendez-vous. Celui qui a fondé Glencore est le célèbre Marc Rich, homme d'affaires controversé qui a fait des *deals* sulfureux sa marque de fabrique ; en faisant commerce avec l'Iran de Khomeiny pendant la crise des otages de l'ambassade américaine, en faisant fi de l'embargo sud-africain sous l'apartheid. Après le départ de son fondateur, Glencore perpétue la tradition et achète tout ce qui est synonyme de marges alléchantes sans craindre de nuire à son image. Un de leurs derniers faits d'armes est l'achat de pétrole libyen à prix cassé au gouvernement islamiste non-reconnu de Tripoli. Les *traders* de Glencore sont des observateurs et des acteurs très attentifs de la politique mondiale puisque celle-ci influence directement leurs affaires. Comme le dit l'un d'entre-eux dans une vidéo promotionnelle « nous sommes toujours connectés à ce qui se passe, présents dans le monde aux premières loges des événements. »

## **Au Bon Endroit, Au Bon Moment**

Glencore a bien compris que le plus important n'est pas la matière en elle-même mais l'accès à celle-ci. Être là au bon endroit au bon moment. Être là au moment de l'éclatement du bloc soviétique avec ses gigantesques territoires qui s'ouvrent soudain au libéralisme. Être là quand le FMI contraint les pays africains à privatiser leurs entreprises publiques pour soulager leurs dettes. Glencore s'engouffre dès qu'une brèche s'ouvre, nouant des relations avec les plus hautes sphères du pouvoir. Majoritairement dans des pays en voie de développement. Pourtant les populations restent prisonnières d'une pauvreté aussi extrême que paradoxale. Les compagnies de négoce versent bien des taxes aux gouvernements (ce que Glencore met en avant sur son site internet) mais dans l'industrie minière la rente est minuscule. Et les compagnies sont tellement puissantes qu'elles parviennent à contrôler des régions d'exploitation entières et à y annihiler le pouvoir de l'État, rendant difficile des contrôles fiscaux rigoureux. En conséquence, les moyens pour assurer le développement économique et social manquent.

---

1 - <https://www.icij.org/investigations/paradise-papers/room-of-secrets-reveals-mysteries-of-glencore/>

# Intention

La photographie est ce qui me permet de me révolter, de poser des questions sur le monde que nous habitons. Par l'image je veux comprendre, saisir quelque chose de notre modèle de société, de sa violence inouïe. C'est ainsi que depuis 2014 je me suis engagé dans une réflexion sur l'économie, ses absurdités, ses dérives.

Dans un premier temps, j'ai réalisé un projet sur l'influence de l'entreprise Samsung en Corée du Sud. Par le biais de ses 80 filiales, Samsung est présent dans toutes les étapes de la vie des Coréens. Du berceau au tombeau. J'ai poursuivi la réflexion sur les liens entre les États et les grandes entreprises en me penchant sur l'ISDS (Investor-State Dispute Settlement), le dispositif qui permet aux multinationales d'attaquer en justice un pays si une décision publique nuit à leurs profits. Dès lors la libre circulation des capitaux, la liberté d'entreprendre, supplantent les droits humains fondamentaux comme la santé ou l'éducation.

Pendant longtemps je me suis demandé quelle utilité sociale pouvaient avoir mes images ? Avec ces précédents projets j'ai compris que la photographie est déterminante pour mieux comprendre des phénomènes économiques abstraits. En captant l'intimité elle rend compte concrètement d'enjeux complexes. Elle attire l'attention sur des problématiques peu médiatisées mais fondamentales.

Je veux aujourd'hui approfondir ma démarche en adoptant une vision plus globale. Pour cela j'ai choisi de m'intéresser aux matières premières, à la base de notre économie de marché.

Alors que j'effectuais des recherches sur les plus grandes entreprises du secteur, la multinationale de droit suisse Glencore a retenu mon attention. Pétrole, gaz, charbon, aluminium, bauxite, fer, nickel, zinc, cuivre, céréales, graisses végétales, riz, sucre, coton, etc. Glencore est impliqué dans la production et le commerce de quatre-vingt-dix denrées dans plus de cinquante pays. Non pas seulement dans leur achat et leur vente, mais dans leur production, leur extraction, leur raffinage, leur transport. Glencore se démarque des autres négociants de par ce modèle d'intégration vertical unique. Son chiffre d'affaire est colossal. Pourtant, qui connaît Glencore ? Son anonymat contraste avec son poids économique et son influence sur nos vies.

Par la photographie, je veux réaliser un portrait de ce géant en détaillant son fonctionnement et son impact dans les pays où il officie. Avec ce projet, je souhaite déconstruire des mécanismes économiques caractérisant notre époque et en saisir les enjeux.

# L'enquête

J'ai commencé mes recherches sur Glencore en 2015, mais ce n'est qu'en 2017 que j'ai commencé à investiguer sur le terrain. Durant ces trois dernières années, je me suis rendu régulièrement en Suisse pour y rencontrer des traders de matières premières. D'abord à Genève, le principal hub du négoce de matières premières dans le monde, mais aussi à Zurich, et puis surtout à Zoug, le fief de Glencore.

Zoug est le plus petit canton de Suisse mais aussi le plus riche. C'est le canton qui possède le plus bas taux d'imposition pour les entreprises en Helvétie, et c'est ainsi que Glencore décida de s'y installer dans les années 70s. C'est un cadre idyllique, une Suisse de cartes postales. Entouré de montagnes, situé près d'un lac aux eaux poissonneuses et cristallines, Zoug est un endroit béni des dieux. Mais sous la surface rutilante – comme les voitures de sport qui vrombissent à chaque coin de rue – on trouve la crasse. Là-bas, j'ai pu rencontré des politiciens locaux du Parti des Verts, qui sont parmi les seuls à questionner la présence de Glencore. Zoug est d'abord un canton conservateur, qui défend mordicus les entreprises et son système de taxes ultra-généreux. Une petite résistance qui fait office de grain de sable dans les rouages de Glencore. C'est ce groupe qui chaque année organise une manifestation en face du casino de Zoug, lieu habituel de la réunion annuelle des actionnaires de Glencore. À Berne, j'ai rencontré Josef Lang, ancien député Vert de Zoug au parlement fédéral. Lors de l'entretien, une de ses phrases a retenue mon attention : « La Suisse a beau n'avoir jamais eu de colonies, c'est le pays qui exploite le plus le tiers-monde, via ses entreprises. Plus que n'importe quelle ancienne puissance coloniale. » À Zoug, les habitants savent tous. Pour une minorité cela leur pose un problème éthique, mais la majorité s'en fiche. Ils ne voient pas le problème avec tout l'argent que Glencore rapporte au canton, à l'Église. Ils se disent 'On est un petit pays, un petit canton, on ne peut rien changer'. Et ils ont peur que si on critique trop les entreprises celles-ci ne migrent vers Dubai ou Singapour, où on ne parle pas trop des Droits de l'Homme. C'est le dilemme de la Suisse. S'ils perdent les quinze plus grosses entreprises multinationales qui leurs reversent des taxes – par exemple, si le géant minier Vale reversaient ses taxes aux brésiliens plutôt qu'aux genevois – cela amputerait leurs dépenses publiques. Ils devraient se financer par de la dette empruntée sur les marchés. Les Suisses ont peur que leur train de vie ne tombe au niveau de la France. Cela, je l'ai entendu de la bouche même de fonctionnaires suisses. Toutes ces entreprises étrangères leur sont extrêmement utiles. Cela contribue au bonheur de leur population, mais ce n'est guère tout.

Il me fallait ensuite voyager dans le monde pour détailler les activités de Glencore. Ils possèdent des centaines de mines, des silos, des ports, une flotte de bateaux, des champs agricoles de soja, de tournesol, ils emploient des centaines de milliers de personnes, possèdent des centaines

de filiales. La tâche est gigantesque, à en donner le tournis. Je ne pourrai jamais être exhaustif, il s'agirait de l'oeuvre de toute une vie. Alors je me suis décidé à choisir trois histoires qui faisaient sens sur trois continents, traitant de trois matières premières importantes. En Asie, au Kazakhstan, où il est question du zinc. En Afrique, au Tchad, où il est question du pétrole. Et en Amérique Latine, en Colombie, où il est question du charbon.

J'ai ainsi commencé mes repérages en me rendant d'abord au Kazakhstan. Glencore est un des plus grands employeurs privés du pays via sa filiale Kazzinc, acquise en 1997, au moment de la vague des privatisations qui résulta de la chute de l'URSS. Kazzinc opère une immense usine métallurgique à Ust-Kamenogorsk, à l'est du Kazakhstan, et possède des mines d'or, d'argent, et de zinc dans la région. J'ai voulu avec ce chapitre raconter l'influence de Kazzinc et l'attraction qu'elle exerce.

Au Kazakhstan, il est difficile de critiquer le gouvernement, la presse est verrouillée, les manifestations interdites, le droit de grève inexistant et il n'y a pas de syndicats indépendants. Toute contestation est impossible. Le meneur de l'indépendance du Kazakhstan, Nursultan Nazarbayev, règne sur le pays depuis 30 ans. Un tel climat de stabilité sociale et politique est du pain béni pour l'entreprise. Impossible d'élever la voix contre le niveau de contamination à Ust-Kamenogorsk. Le complexe impressionnant est en effet situé... en plein centre-ville et non pas en périphérie. Impossible d'ignorer sa présence tant l'atmosphère semble constamment viciée par les émissions. La visibilité est faible et on sent une gêne en respirant. Mais les médecins ne diront jamais que cela est dû à la pollution générée par l'usine. En cas de maladie respiratoire, ils diront qu'il s'agit d'une grippe ou d'un rhume – dixit les travailleurs de Kazzinc et les habitants que j'ai pu interviewer.

Obtenir ces témoignages me fut difficile. Ust-Kamenogorsk était auparavant une de ces villes secrètes de l'URSS où étaient concentrées les industries sensibles, comme les usines d'armement. Elle n'apparaissait pas sur les cartes. Ce n'est qu'au moment de la chute du régime soviétique et la création du Kazakhstan (en 1991) qu'elle s'est ouverte. Mais la mentalité «fermée» est restée, et il est difficile pour un reporter d'aborder les gens, de gagner leur confiance. Ils ont une méfiance intrinsèque envers un étranger venu enquêter sur un des fleurons de l'industrie Kazakhstanaise. De nombreuses fois on me prit pour un espion. Même les amis que je me suis fait sur la route m'avoueront plus tard m'avoir pris pour un espion français. C'est tout de même par l'entremise de ces amis que je suis parvenu à rencontrer des travailleurs, pour qu'ils me parlent de leur tâches et ce à quoi ils sont exposés au quotidien. En plus de m'attacher à la vie quotidienne de cette grande ville, je me suis rendu dans les petites villes minières de Ridder et Zyrianovsk. Des villes dont toute l'économie repose sur l'exploitation du zinc. J'ai développé là-bas un petit réseau d'amis grâce au site communautaire Couchsurfing.org, – un outil précieux souvent utilisé dans mes reportages – ce qui m'a permis de prendre des photos de scènes de vie rapidement.



Ce qui m'a fasciné en observant le fonctionnement de Kazzinc, c'est la fusion entre les pratiques capitalistes et des traditions soviétiques qui perdurent. Par exemple, il y a cette tradition d'envoyer les employés chaque année au sanatorium local pour se refaire une santé, ou celle d'afficher les portraits des employés « méritants » sur la place du village. J'ai profité aussi de l'héritage soviétique via les musées dédiés à l'histoire de chaque ville. Il y a ainsi un musée Kazzinc à Ridder, une ville pourtant minuscule. Cela m'a permis de prendre en photos beaucoup d'archives et de documents qui rendent compte de l'évolution de ces villes minières à travers l'histoire, avant l'arrivée de Glencore.

En fouillant dans les archives municipales, je suis tombé avec ma traductrice sur un document détaillant la première visite de Marc Rich (le fondateur de Glencore) à Ust-Kamenogorsk – entre visites d'usines, gueuletons et matchs de hockey. Sans nul doute que ce voyage l'aura motivé à acheter Kazzinc en 1997 et à sponsoriser l'équipe de hockey local ! Je n'ai pas inclus ce document dans le reportage final, mais sa lecture fut savoureuse. Ceci m'a permis de me rendre compte d'une chose importante : Glencore, ce ne sont pas des industriels, mais des financiers. Ce ne sont pas eux qui battirent le complexe d'Ust-Kamenogorsk, ils l'ont juste acquis, comme ils pourraient très bien le vendre l'année prochaine. Cette politique de croissance via des acquisitions et des ventes est l'ADN de Glencore. Ils ne se soucient guère de la santé ou des conditions des travailleurs car ils savent qu'ils peuvent plier bagage rapidement si jamais la conjoncture leur est défavorable. Une des illustrations les plus significatives de cette philosophie vient du siège social lui-même, que Glencore loue à la municipalité de Zoug depuis une trentaine d'années. Ils ont tout l'argent du monde pour devenir les propriétaires des murs, mais ainsi ils gardent une souplesse qui leur permettrait de déménager rapidement en cas de changement (improbable) de législation en Suisse.

Sur une note plus légère, j'ai aimé au Kazakhstan prendre le train entre les villes. Le réseau ferré kazakh est bien développé... mais les trains sont très lents. Il est donc habituel d'effectuer des voyages de 24h dans des train-couchettes inchangés depuis l'ère soviétique, avec un samovar partagé dans chaque wagon. Regarder défiler par les fenêtres l'immense plaine kazakh à quelque chose d'hypnotique. Dans les petits compartiments, les langues se délient, les gestes sont généreux, les gens partagent leurs repas entre eux, et discutent de tout. J'ai adoré ces moments d'intimité avec des compagnons de voyage éphémères. J'évitais juste de dire les raisons exactes de ma venue pour ne pas que, de nouveau, on me prenne pour un espion. Je disais simplement que j'étais photographe en visite.

Je me suis rendu quelques mois plus tard dans la cité-état de Singapour, non pas pour développer un chapitre mais pour étoffer mon étude via quelques images. D'abord, en photographiant le flux des bateaux qui y transitent – il s'agit d'un des ports de marchandises les plus importants au monde, et le détroit de Singapour est un endroit de passage clé pour les échanges commerciaux. C'est une excellente manière pour tenter de photographier et de se représenter les flux de mar-

chandises dans le monde. Et puis il y a à Singapour la filiale asiatique de Glencore, leur filiale de carburant marin et des dizaines d'autres qui y sont installées.

Je me suis rendu aussi à Rotterdam, le plus grand port de marchandises européen, pour prendre des photos de cette langue de terre monstrueuse qui s'étend le long de 42 km. Qui démontre de nouveau la démesure du commerce mondialisé. Mais au port, je me suis intéressé plus particulièrement à une entreprise de stockage de charbon qui travaille beaucoup avec Glencore.

À Jersey, Luxembourg, Londres, j'ai photographié les bâtiments abritants des filiales financières de Glencore, pour tenter de saisir l'ingénierie à l'oeuvre pour tirer le meilleur profit de chaque juridiction fiscalement avantageuse. Cet échantillon photographique ne représente qu'une infime fraction de toutes les filiales, sociétés-écrans, offshores, et sociétés « boîtes à lettres » de la galaxie Glencore.

À Londres, j'ai négocié pour qu'on m'ouvre les portes du London Metal Exchange, la plus ancienne bourse d'Europe, et la seule qui ait conservé un puits à la criée physique. Cette bourse détermine chaque jour le cours des métaux à travers le monde. Elle est capitale pour une entreprise comme Glencore. Voir le bouillonnement de ce puits à la criée fut des plus impressionnants, même si je sais au fond de moi que cela ne représente qu'une infime fraction du volume des échanges financiers. Toutes les importantes places boursières sont devenues entièrement électroniques dans les années 2000s. On se heurte aux limites de la photographie pour rendre compte du pouvoir moderne, de son architecture et de ses infrastructures invisibles. Le pouvoir moderne, ce sont des hectares et des hectares de serveurs qui se ressemblent, perdus dans la campagne anglaise où dans les plaines américaines, loin de tout. Difficile de raconter des histoires avec cela.

Je me suis ensuite rendu au Tchad. Glencore y est actif depuis 2014, date de rachat d'une opération d'exploitation de pétrole canadien (Caracal). Je voulais montrer les conséquences de l'extraction de l'or noir au sud du pays, près de la ville de Moundou. Ce pays m'aura éprouvé comme jamais, et ce fut le chapitre le plus difficile à mener de mon histoire.

Dans tous les classements, d'Indice de développement humain, d'accès à l'éducation, de mortalité infantile, d'espérance de vie, le Tchad se retrouve constamment dernier ou avant-dernier. Même l'Afghanistan ou la Somalie, deux états ô combien défailants, sont mieux placés sur bon nombre de points. C'est dire l'étendue de la mauvaise gestion du président Idriss Déby, indébou-lonnable au pouvoir depuis 30 ans. Faire de la photographie et du journalisme au Tchad est une gageure, à fortiori quand il s'agit de faire un reportage sur un sujet aussi sensible que le pétrole. La population est muselée, les manifestations interdites, il n'existe pas d'opposition, c'est un état policier et militaire où à chaque coin de rue des agents en civil surveillent ce qui se passent. J'ai passé la majeure partie de mon temps sur place à tenter d'obtenir des autorisations, en naviguant tant bien

que mal dans un parfait système kafkaïen et ubuesque.

J'ai dû effectuer deux voyages pour parvenir à mes fins. Le premier voyage fut un repérage pour me rendre compte des difficultés auxquelles j'aurais à me confronter. J'ai réussi à obtenir une autorisation de déplacement (indispensable pour sortir de la capitale N'Djamena), mais je ne suis pas parvenu à obtenir une autorisation de prise de vue. Il faut remplir de nombreux documents, avoir un rendez-vous avec les services de la sécurité intérieure, qui vous interrogent dans un immense salon climatisé, entre deux épisodes de la série 24h Chrono (sur grand écran) – alors que la population meurt de faim. D'après les expériences que j'ai pu glaner, ces personnes en charge de la sécurité ne délivrent des autorisations que quand le reportage les flatte. Par exemple, sera accepté un reportage sur les militaires tchadiens qui combattent Boko Haram, ou sur comment le Tchad accepte des réfugiés de la Centrafrique. Mais un sujet comme le pétrole, non impossible. C'est trop délicat et sensible. Ils font donc exprès de jouer la montre, de retarder le processus de telle sorte qu'une réponse négative formelle n'est jamais émise, pour que le journaliste finisse éventuellement par abandonner de lui-même. Certains (y compris des fonctionnaires) me conseillèrent de mentir en disant que je fais un reportage sur les réfugiés de Centrafrique. Mais j'ai décidé de ne pas suivre cette voie. J'ai donc dû me rendre à Moundou sans le précieux sésame. J'ai essayé de tout faire dans les règles, mais il est juste impossible de travailler dans les clous.

Dans la région pétrolière, j'ai collaboré avec des activistes qui font un travail courageux. Ce sont les seuls à faire un travail de suivi avec les communautés, en répertoriant tous les épisodes de contaminations, de fuites de pétrole, d'expropriations, de compensations frauduleuses. Les autorités locales sont de mèche avec l'entreprise pour profiter de la faible connaissance de leurs droits des communautés. L'agent de liaison de Glencore avec les communautés (censé écouter leurs desideratas et résoudre les conflits) se trouve être également le fils de l'autorité locale de la municipalité de Donia, là où est situé le champ pétrolier de Badila ! On ne peut pas faire plus incestueux. Tout cela crée un climat extrêmement malsain d'impunité et de corruption rampante. Je constate donc l'état déplorable dans lesquelles se trouvent les communautés attenantes aux champs pétroliers, comment elles se retrouvent dépossédées de leurs terres, comment leurs moyens de subsistance (la pêche, la chasse, la culture) a été complètement détruite par l'exploitation pétrolière. Encore une fois, dans un des endroits les plus reculés et pauvres au monde, certains acteurs privés parviennent à tirer leur épingle du jeu, sans que cela ne bénéficie aux communautés alentours. Une forme de colonisation qui ne dit pas son nom.

La chaleur écrasante, la violence des rapports entre les gens, la violence des situations vues et entendues ; tout cela a concouru à ce que mon corps fasse un rejet de la situation, et j'en suis tombé très malade. Loin de tout, dans la brousse, j'ai attendu que cela se passe et c'est passé... mais ce fut éprouvant sur le plan psychique et physique.

Tout l'appareil étatique et le pouvoir au Tchad est aux mains de l'ethnie du président : les Zarghawa – de confusion musulmane. Clientélisme à grande échelle nourrit le ressentiment d'une grande partie de la population chrétienne, qui n'appartient pas à cette ethnie. Ce voyage m'a donné honte d'être français, tant ce système injuste se tient et se perpétue grâce à l'appui diplomatique, financier et militaire de la France. Qui fait tout pour maintenir un régime « stable » au Sahel, pour des raisons stratégiques de lutte contre le terrorisme, et d'accès aux matières premières.

Depuis mon retour, l'OCDE a déposé une plainte devant les tribunaux anglais pour tous les épisodes de déversements de pétrole brut dans les villages près des champs pétrolifères. Mon contact principal durant le reportage a du fuir au Ghana, devant les menaces de mort proférées à son encontre par les autorités locales – après qu'il ait reporté un nouveau cas de déversement de pétrole brut sur les terres des communautés.

Le voyage en Colombie fut rendu compliqué par la crise du Covid. Je devais m'y rendre initialement en mai 2020, mais ce ne fut évidemment pas possible. Après avoir repoussé mon billet d'avion par deux fois, je m'envole finalement début octobre 2020 après avoir effectué les tests et contrôles requis. Ce n'est qu'en arrivant à Bogota que je peux souffler. Tout était si incertain, les mesures changeant du jour au lendemain, je n'avais aucune certitude d'arriver là-bas. À Bogota, je réalise des interviews avec des avocats, des activistes, des militants ; avant de voyager vers le département de La Guajira, là où se trouve la plus grande mine à ciel ouvert d'Amérique Latine : Cerrejón. C'est une mine de charbon appartenant conjointement à trois grandes multinationales : BHP (Australie), Anglo-American (Royaume-Uni) et Glencore donc. Ce charbon est avant tout à destination de l'Europe (Allemagne, Pays-Bas). Dix-neuf affluents du Rio Rancheria (l'unique fleuve de la Guajira) furent asséchés pour permettre l'expansion de la mine, de nombreuses communautés furent déplacées et relogées dans des conditions douteuses. Durant mon reportage, je n'ai pas rencontré de communauté qui soit satisfaite du processus et de leurs nouvelles maisons. Cet exode forcé est une épreuve humaine terrible qui engendre des drames.

Cerrejón est un monstre de 70km de long qui est un trou béant dans le territoire des indigènes Wayuu. Leurs croyances sont intimement liées à l'eau et au sommeil. C'est en déchiffrant les rêves que se jouent les décisions au quotidien. Des éléments évidemment perturbés par la contamination du Rio Rancheria, et par la ligne de chemin de fer qui traverse tout le territoire et emporte le charbon dans des immenses trains qui passent toutes les 20 minutes, même de nuit. Sans parler des explosions à la dynamite quotidiennes. La culture Wayuu se retrouve donc profondément affectée par l'exploitation.

Cerrejón contamine la région, mais représente dans le même temps un réservoir d'emplois immense. Elle génère la moitié du PIB du département. Doit-on privilégier l'emploi ou l'environnement ? Doit-on sacrifier l'un pour l'autre ? Voilà un dilemme éminemment complexe. De nombreux

activistes ou des leaders indigènes locaux se retrouvent menacés de mort ou tués... car on les accuse d'être réfractaires au « progrès » et contre l'emploi. Certains doivent donc se déplacer constamment en portant un gilet pare-balles, en ayant peur pour leurs familles. En septembre 2020, l'ONU publia un communiqué enjoignant la Colombie à faire cesser l'activité au vu des graves atteintes aux droits de l'homme générées par l'exploitation. Le gouvernement colombien n'a pas donné suite.

Je me suis aussi intéressé à un autre territoire en Colombie, celui de la communauté de El Hatillo, située au cœur du corridor minier du département du Cesar – entre trois mines de charbon à ciel ouvert, l'une appartenant à l'entreprise américaine Drummond, l'autre à l'entreprise espagnole CNR, et la dernière appartenant à Glencore. Cette concentration crée un environnement sévèrement pollué, qui engendre des maladies de peau et respiratoires chez les habitants. Et c'est ainsi qu'en 2010, le gouvernement décida de déplacer le village de El Hatillo. En 2020, ils sont toujours là. Des études réalisées par des ONGs font part d'un processus infernal où la communauté fut divisée par les actions des entreprises. La communauté respire donc l'air vicié pendant tout ce temps, et souffre du détournement de leur rivière (le Rio Calenturitas) par Glencore en 2015 (pour permettre d'agrandir leur mine). Ce qui a rendu l'eau de la rivière impropre à la baignade et à la pêche. Nous observons donc ici une situation de violation de droits humains similaire à ce qui se passe avec Cerrejón. J'ai pu passer quelques jours en compagnie de la communauté, pour entendre leurs histoires et leur amertume face à une crise qui s'éternise.

Le contexte de mon voyage colombien fut très particulier. Il y a eu bien sûr la Covid, mais durant mes trois mois sur place, il n'y eu pas d'activité minière au sein de Cerrejón ! En effet, la mine fut paralysée par le plus grand conflit social de son histoire. Les travailleurs luttèrent contre un projet de la direction qui allait les faire travailler plus, dans des conditions précaires, dangereuses, pour pallier à la chute du prix du charbon – qui découle en partie de la crise sanitaire, qui diminue la demande mondiale. Au moment de mon départ, en décembre 2020, la grève prenait fin après 91 jours de lutte. Et au Cesar, près de El Hatillo, les mines étaient elles aussi à l'arrêt ! Pour Glencore, la baisse du prix du charbon rendait le maintien de l'activité non-profitable. C'était donc une situation tout à fait inverse qui se produisit, puisque les employés voulaient travailler mais en furent empêchés. On constate encore que Glencore est un financier plutôt qu'un industriel puisqu'ils emploient une majorité de contractuels, les laissant sur le carreau sans compensation durant l'arrêt de l'activité.

Mon reportage fut donc l'occasion d'observer les effets d'une pause dans l'exploitation minière. Et d'après mes entretiens, la différence entre l'avant et l'après est notable. Le linge n'est plus sale à cause de la poussière, les Wayuus retrouvent le sommeil, les semences renaissent et on peut de nouveau chasser. Et puis... il pleut de nouveau ! Il n'avait pas plus ainsi depuis des années et des années à La Guajira. Les Wayuus y voient un signe clair : quand on cesse de blesser la terre

en exploitant le charbon, elle montre sa joie par la pluie, en faisant tout renaître. Voici une ouverture inattendue à mon reportage, qui se prend à rêver de ce que serait un futur sans l'exploitation minière.

Glencore est une entreprise puissante. À de multiples reprises j'ai tenté de les approcher par différents moyens. J'ai d'abord essayé un moyen détourné, en envoyant des salves d'emails à des *traders* de l'entreprise, via le réseau social professionnel LinkedIn. Quelques-uns m'ont répondu, tous par la négative, mais j'ai reçu par la suite un message de la direction des ressources humaines, qui me priait sèchement d'arrêter mes tentatives de prises de contact. Je souhaitais quand même comprendre, alors j'ai rencontré des *traders* venus d'autres entreprises, petites comme grandes. J'ai glané de précieuses informations, mais le dénominateur commun dans toutes ses rencontres fut qu'il ne fut pas possible de prendre de photos, ni enregistrer les voix de mes interlocuteurs. Les *traders* sont discrets et ne souhaitent pas que leur participation à un projet documentaire soit ébruitée. C'est un milieu minuscule où l'information circule rapidement. Tout se sait. La photographie trouve donc ici encore ses limites.

Par la suite, je me suis mis en contact avec le chef de la communication de Glencore, pour lui demander si je pouvais visiter et photographier certaines de leurs installations, notamment au Kazakhstan. D'une manière intelligente, l'équipe de communication de Glencore n'a jamais répondu par la négative à mes sollicitations. Ils se sont contenté de faire durer nos échanges, de ne pas donner de réponses définitives, arguant d'une semaine surchargée, de tel ou tel événement sur le feu, qu'il fallait les rappeler plus tard, etc, etc. Ni oui ni non en somme. J'ai laissé tomber.

Il y a beaucoup de choses que je n'ai pas réussi à capturer, car cela m'aurait demandé trop de temps et d'argent. C'est pour cela que je me suis arrêté sur trois histoires. Mais il y aurait tellement plus à dire. Je pense sincèrement que j'aurais pu continuer ce projet toute ma vie si je devais adopter une démarche exhaustive, pour rendre compte des ramifications d'un acteur privé gigantesque, dont dépend tellement de vies. Glencore possède la moitié des entrepôts de stockage de métal au monde, via sa filiale Access World. J'aurais aimé photographier ces entrepôts, mais je n'ai pas obtenu l'autorisation faute de grand média qui soit rattaché à mon projet. J'aurais aimé aller en Argentine pour y photographier la plus grande usine de broyage de soja au monde (propriété de Glencore), pour y photographier les champs de soja de la filiale agricole de Glencore. J'aurais aimé me rendre en Zambie pour y photographier les conditions de vie des habitants autour de l'usine de raffinage de cuivre Mopani. J'aurais aimé embarquer sur un des bateaux de la flotte de Glencore, mais le budget aurait été trop élevé. J'aurais aimé m'envoler pour les Bermudes afin de prendre en photo les maisons cossues qui font office de sociétés-écrans pour leur filiale tchadienne, notamment. Mais mon bilan carbone n'aurait été qu'alourdi. Je prévois de ne pas voyager en avion pendant au moins dix ans pour rétablir mon karma et effacer ma dette de carbone.

# **Le reportage** (extrait)



Une vue de Genève. La cité de Calvin est le plus important hub de négoce de matières premières au monde – bien que les matières ne transitent jamais physiquement par la Suisse. Un tiers environ de tout le commerce mondial de pétrole brut et de produits pétroliers a lieu à Genève. Pour ce qui est du négoce des matières premières agricoles, la moitié environ du négoce du café et du sucre a lieu dans la région lémanique. La région occupe également la première place à l'échelle mondiale pour ce qui est du négoce des céréales, des oléagineux et du coton. Le secteur des matières premières représente 3,5 % du PIB suisse, soit plus que le service financier des banques ou le tourisme.





Des traders au Global Grain Geneva, une manifestation importante qui rassemble chaque année des milliers de traders de produits agricoles. La région lémanique occupe la première place à l'échelle mondiale pour ce qui est du négoce des céréales, des oléagineux et du coton. Genève, Suisse.

«En 2008, les indiens avaient eu une mauvaise récolte de riz. Ils se sont dit ‘On va retenir nos stocks’... les exportateurs ont alors spéculé... le riz n’arrivait plus à destination en Afrique. Ce jour-là, mon collègue est à côté au téléphone, à négocier pour vendre au Cameroun. Il raccroche, se tourne vers moi, fier et souriant : ‘Je viens de faire \$1million sur une cargaison !’ Et hop tu déclenches les émeutes de la faim au Cameroun car tu gonfles le prix du riz à l’arrivée.»

Une tradeur. Genève, 2017.



Scène de vie aux abords du lac Zoug. L'entreprise zougoise Glencore fut créée en 1974 par le sulfureux trader Marc Rich. Zoug est le plus petit canton suisse mais aussi le plus riche, notamment via les taxes reversées par l'entreprise à la municipalité (\$219 milliards de revenus en 2018).



Un matin, Madjitoudji Salomé a découvert avec stupeur un rig de forage pétrolier derrière sa maison dans la zone pétrolière de Badila, où officie Glencore. Personne ne l'a avertie au préalable et personne ne l'a compensée financièrement. Le bruit continu l'empêche de dormir. Glencore est devenu un acteur de l'industrie pétrolière en 2013 en rachetant les installations pétrolières de Badila et Mangara, au sud du Tchad. L'année suivante Glencore devient de facto le distributeur exclusif du pétrole tchadien. La raison ? Un prêt de \$1,45 milliards octroyé au gouvernement par Glencore, qui doit être remboursé en barils de brut jusqu'en 2022. Koutoutou, Tchad.



La ligne de pipeline défigure le paysage sur 1074 kilomètres à travers le sud du Tchad et à travers le Cameroun. Le pipeline relie les champs pétroliers tchadiens au terminal portuaire de Kribi, au Cameroun. Le village de Beminda est traversée par le ligne pipe. Son chef, Séraphin, raconte :  
« Avant on vivait mieux, même si on est pauvres, la situation est acceptable, tu laboures, tu récoltes. Mais avec l'ère pétrolière... premièrement on ne peut pas trouver d'animaux sauvages pour les chasser comme avant. Quand tu as faim ou quand tu as besoin de la viande tu n'en trouves pas. L'eau qu'on buvait avant, où on se baignait avant, ne posait pas de problème sanitaire, mais aujourd'hui, on a des problèmes de maladie de peau et autre qui viennent encore s'ajouter. »  
Beminda, Tchad.



Petit à petit, les terres sont grignotées par l'exploitation pétrolière. Les paysans, contraints par la faim, doivent donc abattre des forêts pour permettre de cultiver à nouveau la terre une fois expropriés. Tout cela accentue la crise écologique et les tensions cultivateurs-éleveurs. Barira, Tchad.



Dans la zone pétrolière de Bémangra (opérée par Glencore) des villageois s'organisent pour faire valoir leurs droits bafoués, notamment en ce qui concerne les terres accaparées sans compensations financières. La misère s'est installée dans les communautés depuis l'arrivée des pétroliers en 2013. Bémangra, Tchad.



Keyla Rolande, 25 ans, habitante du village de Bémangra, pose défigurée devant l'objectif. Depuis la découverte du pétrole près de son village, les riverains de la zone pétrolière de Mangara (où opère Glencore) ont vu leurs libertés de mouvements restreintes. La présence de militaires et de personnels de sécurité s'est accrue. Rolande a reçu une balle perdue dans l'œil alors qu'un garde prêtre du Président de la République a ouvert le feu sur le véhicule dans lequel elle était passagère. Bémangra, Tchad.





Un mécanisme qui relie les puits de pétrole de la zone de Badila (opérée par Glencore) au pipeline qui parcourt plus de mille kilomètre pour arriver au terminal de Kribi, au Cameroun. Glencore est devenu un acteur de l'industrie pétrolière en 2013 en rachetant les champs pétroliers de Badila et Mangara, au sud du Tchad. L'année suivante Glencore devient de facto le distributeur exclusif du pétrole tchadien. La raison ? Un prêt de \$1,45 milliards octroyé au gouvernement par Glencore, qui doit être remboursé en barils de brut jusqu'en 2022. Melom, Tchad



Des traders au Global Grain Geneva, une manifestation importante qui rassemble chaque année des milliers de traders de produits agricoles. La région lémanique occupe la première place à l'échelle mondiale pour ce qui est du négoce des céréales, des oléagineux et du coton. Genève, Suisse.

«Glencore C'EST le marché. Le pourcentage de leurs parts dans chaque matière (aluminium, cuivre, zinc, etc), cela représente parfois 50% d'un marché mondial. L'entreprise possède des fonderies, des raffineries, c'est énorme. Quand tu travailles chez Glencore, tu tends à oublier que le marché est à toi... c'est quand tu en pars que tu le réalises. Je ne pense pas qu'il y ait d'autres entreprises aussi puissante qu'eux. »

Un trader. Zug, 2020.



Le siège de Glencore, à Zoug. Zoug est le plus petit des 26 cantons suisses mais aussi le plus riche, notamment grâce aux taxes perçues par la municipalité de la part du géant des matières premières (\$219 milliards de revenus en 2018).



Des montagnes de charbon au port de Rotterdam. Glencore est un des plus importants producteur et exportateur de charbon au monde. Rotterdam, Pays-Bas.



Un jeune garçon Wayuu observe au loin la mine de charbon Cerrejón. Il s'agit de la plus grande mine à ciel ouvert d'Amérique du Sud. Cerrejón est la propriété conjointe des entreprises BHP (Australie), Anglo-American (Royaume-Uni) et Glencore. La Guajira, Colombie.



Des travailleurs de la mine Cerrejón (appartenant en partie à Glencore) forment un piquet de grève. Ils protestent contre la décision de la direction d'augmenter le volume horaire de leurs rotations de travail, pour compenser la chute du marché du charbon. Ce qui engendrerait plus d'accidents dus à la fatigue. Une « rotation de la mort » comme ils le clament. Il s'agit de la plus importante grève de l'histoire de la mine. La photo fut prise au 59ème jour de lutte. Riohacha, La Guajira, Colombie.



Une mine de charbon à ciel ouvert dans le département du César, en Colombie.





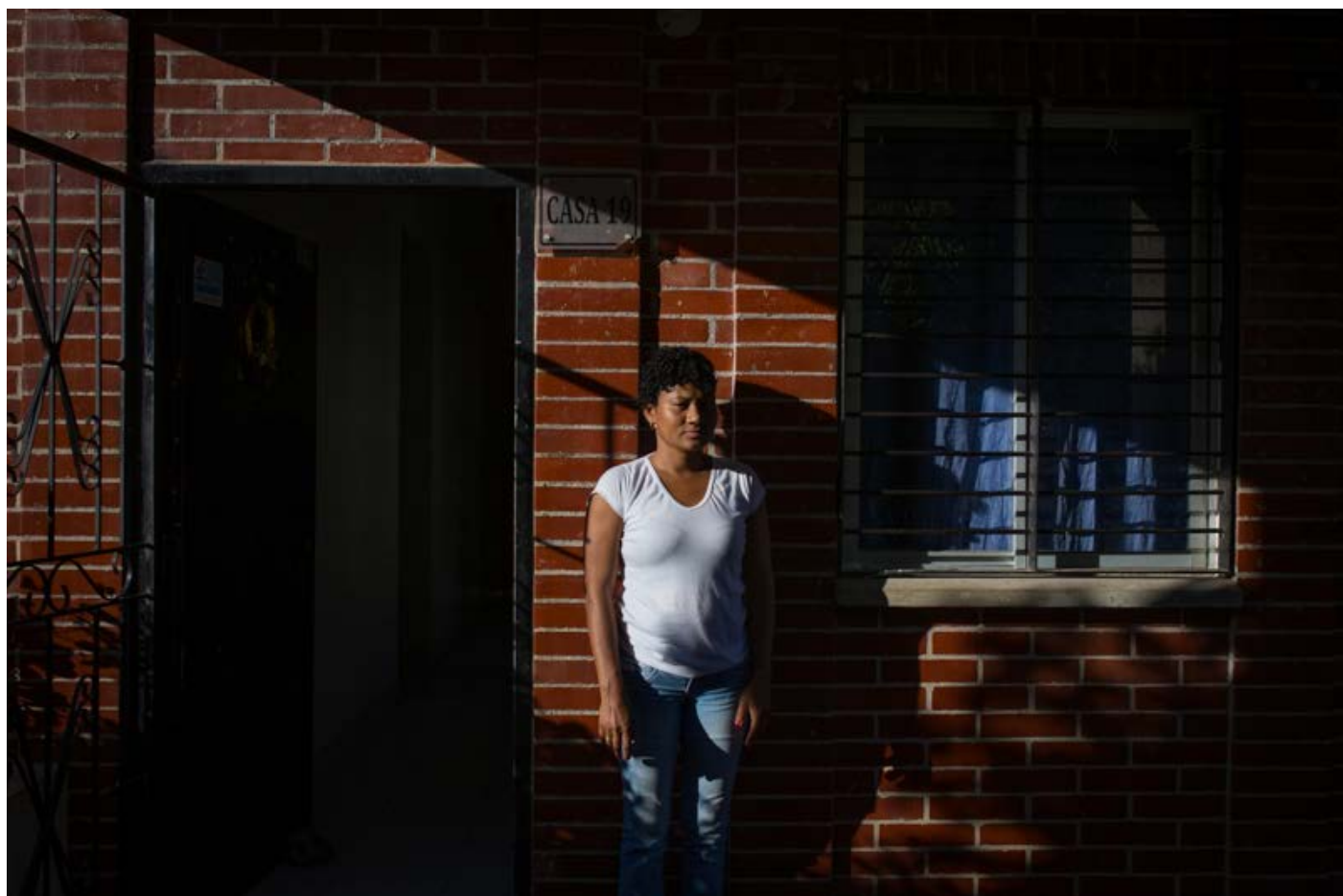
Un indigène Wayuu près d'un ruisseau. L'eau est un élément essentiel dans la culture Wayuu. Cerrejón détourna un important affluent du Rio Rancheria (la seule rivière du département de La Guajira) et assécha dix-neuf ruisseaux pour permettre l'extension de ses activités. Nueva Esperanza, La Guajira, Colombie.



Une fête au village El Hatillo, dans le département du César en Colombie. El Hatillo est situé dans un corridor minier, enclavé entre trois mines de charbon à ciel ouvert, dont une appartenant à Glencore. Depuis 2010 ils doivent être déplacé, en réaction à la forte pollution de l'air. En 2020, ils sont toujours là. Des études réalisées par des ONGs font part d'un processus infernal où la communauté fut divisée par les actions des entreprises. La communauté respire donc l'air vicié pendant tout ce temps, et souffre du détournement de leur rivière (le Rio Calenturitas) par Glencore en 2015 (pour permettre d'agrandir leur mine). Ce qui a rendu l'eau de la rivière impropre à la baignade et à la pêche.



Les ruines du village de Chancleta, évacué car situé trop près du territoire de la mine de charbon Cerrejón (appartenant en partie à Glencore). Les habitants furent relocalisés dans des maisons à l'occidentale inadaptées à leurs modes de vie. De nombreuses communautés eurent à souffrir de ces exodes forcés à mesure que la mine s'étend. La Guajira, Colombie.



Les habitants de Chancleta ont dû quitter leur village car il était situé trop près des activités de Cerrejón (co-propriété de Glencore). De nombreuses communautés ont ainsi subi un exil forcé. Les habitants de Chancleta furent relogés dans un environnement urbain, dans des maisons à l'architecture occidentale, sans possibilité de cultiver des semences, ni d'élever des animaux, ni de construire de nouvelles maisons. La Guajira, Colombie.



Luis Misael Soccorras Ipuana est un activiste, défenseur des droits des communautés affectées par l'exploitation minière de Cerrejón (co-propriété de Glencore). Il reçoit constamment des menaces de mort pour son opposition à l'entreprise. Il doit porter un gilet pare-balles pour tous ses déplacements. La semaine précédente la photographie, il a reçu des coups de feu sur son véhicule alors qu'il conduisait sur l'autoroute. La Guajira, Colombie.



Un train transportant du charbon à destination du port de Glencore (Puerto Prodeco), prêt à être chargé sur un bateau et envoyé probablement en Europe. Glencore possède aussi la ligne de chemin de fer via la filiale Fenoco. Magdalena, Colombie.



La Millenia Tower à Singapour abrite une dizaine de filiales de Glencore parmi des centaines d'autres dispersées de par le monde. Les Bermudes, les Iles Caïmans, Jersey, la Suisse, le Luxembourg, Glencore dispose d'entités dans tous les paradis fiscaux de la planète. Le montage financier du groupe est d'une complexité sans nom. Dans le cadre de l'enquête des Paradise Papers, l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ) a mis la main sur de nombreux documents de la firme légale Appleby basée aux Bermudes, dont un mail où un employé de Glencore indique que le groupe n'a pas de tableau complet de toutes ses filiales offshore « principalement parce qu'il faudrait tout un pan de mur :). »

«Le PDG de Glencore est aussi important que le président d'un pays en voie de développement. Il a 150,000 employés à sa disposition qui dealent avec des ministres, réalisent des contrats liés à l'énergie dans le monde entier. Le président de la Confédération Suisse n'a pas le salaire du PDG de Glencore, il n'a pas le pouvoir de s'asseoir avec les plus influents banquiers, il voyage moins souvent et rencontre moins de chefs d'états. Glencore a plus de pouvoir que la Confédération Suisse. Il n'y a pas de comparaison.»

Un trader. Zoug, 2020.





Le puits de trading à la criée au London Metal Exchange, là où chaque jour se décide le cours officiel des métaux dans le monde. Il s'agit de la dernière place boursière « physique » en Europe. Glencore domine le négoce mondial du cuivre, de l'aluminium et du zinc. Londres, Royaume-Uni.



Une employée de Kazzinc (propriété de Glencore) attend le tramway pour rentrer chez elle. En arrière-plan l'usine de Kazzinc, qui sert à raffiner différents métaux. Kazzinc est un des plus gros employeurs dans la ville de Ust-Kamenogorsk, à l'est du Kazakhstan. C'est aussi le plus gros pollueur.



Une vue de Ust-Kamenogorsk, 300.000 habitants, à l'est du Kazakhstan. Kazzinc, propriété de Glencore, est un des plus gros employeurs de la région mais aussi son plus gros pollueur. Kazzinc opère une usine de fonderie et de raffinage qui peut traiter des dizaines de métaux différents.



Vitaly travaille à l'usine Kazzinc d'Ust-Kamenogorsk où il doit nettoyer les circuits de fonderie. Il s'empare d'un manche à balais et mime les gestes qu'il exécute au quotidien : « Je nettoie avec une pelle les conduits où on moule les pièces. Le cuivre se durcit au contact des parois froides. Des morceaux restent collés et je dois nettoyer tout cela. C'est difficile car les températures sont extrêmes. Des fois les aspirateurs d'air sont bloqués. Du coup il y a un gros rejet d'émissions dans ma salle et dans tout le bâtiment. Quand on entre dans le périmètre de l'usine, immédiatement on est saisi par l'odeur du gaz. La zone la plus polluée c'est celle où je suis parce que j'interagis directement avec le métal. »



Une photo prise au musée dédiée à l'entreprise Kazzinc (propriété de Glencore) à Ridder, un village minier de l'est du Kazakhstan. Kazzinc est une des entreprises privées les plus importantes du pays. Elle fut acquise par Marc Rich (le fondateur de Glencore) après l'éclatement du bloc soviétique, durant la vague des privatisations. Comme son nom l'indique elle est active dans l'extraction et le raffinage du minerai de zinc.



Un match de l'équipe de hockey sur glace Kazzinc Torpedo à Ust-Kamenogorsk. Kazzinc, propriété de Glencore, possède l'équipe des Kazzinc Torpedo.



Les sanatoriums sont des centres de soins et de remise en forme typiques de l'ère soviétique. Kazzinc opère celui de Ridder, célèbre dans toute la région. Chaque année les employés de Kazzinc ont droit d'y séjourner gratuitement. Sur la photographie, les patients inhalent du sel. Ridder, Kazakhstan.



Kazzinc, la filiale de Glencore au Kazakhstan, a gardé certaines pratiques typiques des pays issus de l'ex-URSS, notamment celle d'afficher les meilleurs employés de l'année sur la place du village. Ici, dans la ville minière de Zyrianovsk. On peut lire en haut du panneau : « la fierté de notre ville. »





Des rejets des eaux de production sont déversés constamment dans un gigantesque bassin de rétention surplombant la ville de Ridder, à l'est du Kazakhstan. L'entreprise Kazzinc (propriété de Glencore) est l'employeur principal dans la petite ville. Kazzinc assure que le bassin de rétention est étanche et solide.

«Tout le monde ne peut pas faire ce job. Il faut savoir poser ses couilles sur la table. Quand je vois que certains n'arrivent pas à choisir entre le paquet bleu ou le paquet rouge au supermarché (...) Je ne parle même pas de ce que je fais à mes amis et à ma famille... si je dis que je suis dans le trading, ils vont croire que je me la pète. Ils ne vont pas comprendre. À quoi ça sert d'expliquer un travail dont les gens ne vont pas comprendre le fonctionnement ? »

Un trader. Genève, 2019.



Un actionnaire de Glencore se rend à l'Assemblée Générale annuelle du groupe au casino de Zoug. Il est accueilli par des activistes dénonçant l'impact environnemental de Glencore dans le monde. Zoug est le plus petit canton suisse mais aussi le plus riche, notamment du fait des taxes reversées par l'entreprise à la municipalité (\$219 milliards de revenus en 2018). Glencore est entré en Bourse en 2011, devenant le plus grand groupe minier jamais côté en Bourse. A l'époque il s'agissait de l'entrée en Bourse la plus importante de l'histoire du London Stock Exchange, avec une capitalisation à \$59 milliards. Le plus grand actionnaire de l'entreprise est le fonds souverain du Qatar (Qatar Holding LLC).

«Je vends et j'achète, je ne fais pas une chose morale. La morale est une externalité du capitalisme, c'est hors-sujet, complètement hors-sujet, et ne doit pas être prise en compte. Si vous les faites, vous avez choisi la mauvaise carrière. Avec mes clients on ne parle jamais de politique. On parle de foot ou de femmes.»

Un trader. Zug, 2020.



Dans les rues de Zug. L'entreprise zougise Glencore fut créée en 1974 par le sulfureux trader Marc Rich. Zug est le plus petit canton suisse mais aussi le plus riche, notamment via les taxes reversées par l'entreprise (\$219 milliards de revenus en 2018).

# Conclusion

J'ai voulu réaliser un travail qui fasse sens, sur un temps long, qui questionne ; j'ai voulu rendre compte d'une certaine complexité par l'image. Donner à voir pour souligner des paradoxes, des absurdités, des dérives. Avec *Le Groupe*, j'ai voulu raconter une histoire de notre modèle économique par le prisme du négoce des matières premières, une industrie très discrète mais vitale pour nos sociétés de consommation.

Beaucoup de reportages ont été réalisés sur Glencore et son histoire sulfureuse, sur son fondateur Marc Rich notamment. Avec ce projet, j'ai plutôt tenté de réaliser le portrait photographique d'une multinationale typique du XXIème siècle à un instant T de son activité, et de toutes les dérives qui peuvent découler de cette activité. Tout ce que l'on prend pour acquis en termes matériels en Europe, vient avec un coût humain. Je n'essaie pas de faire la morale ou de faire culpabiliser les consommateurs, mais de rendre compte de manière plus tangible les mécanismes à l'oeuvre derrière nos sociétés de consommation. Je ne prétends pas apporter des solutions mais soulever des questions, faire que les gens s'intéressent à des enjeux qui semblent lointains mais qui nous concernent tous en tant que citoyens du monde globalisé. Savoir est la première étape avant toute émancipation.

# Biographie

Romain Champalaune, né en 1989, est photojournaliste et réalisateur. Après des études de montage il s'oriente vers l'image fixe et sort diplômé de l'École Nationale Supérieure Louis-Lumière en 2012. Dans un premier temps, ses travaux sont consacrés à la société iranienne, sur laquelle il travaille pendant deux ans. Aujourd'hui il questionne des problématiques liées à l'économie de marché. Il publie dans Le Monde, Le New York Times, Der Spiegel, D La Repubblica, WIRED, Marie-Claire, etc. En 2015, il réalise son premier film, «Samsung Galaxy» et est lauréat de la Bourse de la Vocation Marcel Bleustein-Banchet. Il est aujourd'hui un collaborateur régulier de l'émission «Human» diffusée sur le réseau de télévision publique hollandaise Nederlandse Publieke Omroep.